

Réussir, rénover : pour une Europe compétitive et un Parti socialiste exemplaire

La situation est historique pour le Parti Socialiste.

Elle l'est pour deux raisons : d'abord, parce que la gauche est pour la première fois majoritaire dans les deux chambres ainsi qu'à tous les niveaux locaux, et ces victoires nous donnent une vaste latitude d'action ; ensuite, par la conjonction de la crise française, qui a affaibli notre pays, et de la crise européenne, qui nous entraîne dans une spirale récessive.

Dans ce contexte, quel doit être le rôle du Parti Socialiste ? Il n'est pas de rebâtir un projet complet. Nous l'avons établi, à l'unanimité, sous l'autorité de Martine Aubry. Il constitue un socle identitaire pour la période. Les « Soixante propositions » de François Hollande, validées par le résultat de l'élection présidentielle, sont, elles, la Charte du travail gouvernemental.

Mais nous devons statuer sur ce qui sera déterminant pour la réussite de notre action et sur ce qui doit être rénové dans notre parti pour qu'il soit à la hauteur de ses missions. Quatre tâches nous attendent :

- **Premièrement**, à l'heure où la crise économique facilite les résurgences nationalistes partout en Europe, y compris en France, le Parti socialiste doit réaffirmer avec force **son attachement indéfectible à la construction européenne**. Grâce à l'action de François Hollande, soutenir et relancer l'activité ne sont plus des mots tabous au niveau européen. Mais il ne faut pas se contenter de cette avancée, il faut maintenant entamer, sans attendre, l'approfondissement politique de l'Europe, en lien étroit avec nos partenaires Allemands.

L'intégration politique doit passer par un rapprochement entre les citoyens européens et leurs institutions. Les prochaines élections européennes doivent être l'occasion d'une

réforme électorale forte avec l'instauration de listes transnationales, dont la tête de liste serait candidat à la présidence de la commission, afin de permettre de dégager une majorité claire au Parlement européen. L'élargissement de l'Union européenne doit nous conduire à nous émanciper des décisions à l'unanimité. Les six pays fondateurs, accompagnés de ceux qui le souhaitent, doivent avancer ensemble sur plusieurs sujets comme l'harmonisation fiscale, une coopération budgétaire étroite et surtout prendre des mesures fortes pour relancer la croissance. Une croissance qui doit être soutenue par des investissements – rentables- de grande ampleur (de l'ordre de 500 milliards d'euros), financés par des *projectbonds* levés sur le marché par l'intermédiaire de la BEI.

■ **Deuxièmement**, nous devons, tout en étant conscient des contraintes budgétaires, créer un choc de l'offre en investissant massivement sur les secteurs à fortes externalités positives. Cela nécessite de réorienter nos dépenses publiques pour favoriser, d'un côté ceux qui créent et innovent le mieux, de l'autre, d'aider ceux qui souffrent le plus. La structure de nos recettes doit également être modifiée afin d'imposer de manière différenciée l'activité et la spéculation. Dans cette période de crise, l'Etat doit veiller à défendre la compétitivité de nos entreprises. Des avancées en faveur d'une démocratie sociale sont indispensables, notamment au travers de la présence significative de salariés dans les Conseils de surveillance.

■ **Troisièmement, la période actuelle doit être l'occasion de rappeler le rôle déterminant des collectivités locales** dans la bataille pour l'emploi et la croissance. L'action des diverses collectivités territoriales est souvent plus efficace que celle de l'Etat et il convient d'étendre leurs compétences au soutien à l'emploi et au développement des entreprises, à l'université, au logement...

Pour autant, la territorialisation ne peut se traduire par une aggravation des inégalités qui sont déjà beaucoup trop fortes en France. Il faut donc l'accompagner de deux mesures

essentielles : le renforcement d'un « Etat stratège » et un puissant mouvement de péréquation.

- **Quatrièmement**, le moment est venu pour **le Parti socialiste** de prolonger sa modernisation et de démontrer **l'exemplarité** de ses pratiques. Il doit offrir une garantie effective pour les droits des militants au libre débat et à l'accès aux responsabilités politiques. Plus que jamais notre organisation doit se montrer ferme vis-à-vis de toutes les dérives qui pourraient être constatées en son sein et mettre un terme à toute tentation clientéliste ou bureaucratique.

La modernisation du Parti socialiste passe aussi par son renouvellement. Il a accompli des efforts, qu'il convient de poursuivre, pour améliorer la parité dans ses instances et parmi ses élus, il doit mettre en place des mesures efficaces afin d'amorcer un véritable renouvellement générationnel parmi ses cadres et garantir que ses responsables soient à l'image de la société française. Cette jeune génération sera la mieux à même d'aider notre parti à inventer la gauche de demain et à jouer un rôle de défricheur d'idées, dont le gouvernement aura besoin.

Michel DESTOT, Président d'Inventer à Gauche

Alain Richard, Sénateur, Trésorier d'Inventer à gauche

Alain Bergounioux, Historien, Vice-Président d'Inventer à gauche

Dominique de Combes de Nayves, Avocat, Secrétaire général d'Inventer à gauche

Fabien Verdier, Secrétaire général adjoint d'Inventer à Gauche

et Alexis Darmois.

Site Internet : <http://www.inventeragauche.com/>